

Projet RIVAGE

Innover en agro-écologique pour gérer, préserver et restaurer la qualité
environnementale du territoire

COMPTE RENDU DE L'ÉCOLE-ACTEURS

DU 15 novembre 2019

*Comment valoriser localement la production agricole ?
Quelle contribution des produits locaux à l'alimentation ?*



Le projet RIVAGE est un projet cofinancé par le fonds européen de développement régional Feder de l'Union Européenne, la Région Guadeloupe, le BRGM, le Cirad, l'Inra et l'Université des Antilles



Les précédentes sessions ont orienté les débats sur divers problèmes actuels : L'agriculture ne répond que partiellement aux besoins des populations. Les initiatives sont diverses et éparées, elles ne sont pas coordonnées à l'échelle du territoire, et doivent faire face à la concurrence régionale et internationale. Le manque d'accompagnement, en dehors des filières les mieux organisées, est un frein non négligeable au développement de ces initiatives.





L'alimentation et l'agriculture sont des sujets fondamentaux sur le territoire guadeloupéen et le système alimentaire devient un enjeu important des politiques publiques locales et nationales. Ce système alimentaire nécessite une gouvernance multisectorielle et multi-acteurs, avec un fort enjeu de cohérence des actions et des financements.

Face à ces constats, le projet DIAG'Alim vise à stimuler une réflexion collective autour des enjeux du système alimentaire guadeloupéen et permettre une mise en action coordonnée des acteurs du territoire. Comment ? :

- Un diagnostic partagé du système alimentaire territorial
- L'organisation d'ateliers territoriaux multi acteurs et multisectoriels
- Le lancement d'une démarche d'écologie industrielle rurale (démarche visant à limiter les impacts de l'industrie sur l'environnement)

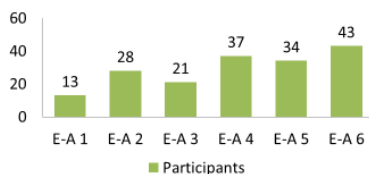
Après la présentation de 4 initiatives locales : l'Interprofession guadeloupéenne des fruits et légumes et de l'horticulture, l'entreprise d'agro-transformation et de transmission de savoir FILAWO, le projet pédagogique « construire nos territoires de demain au collège de Petit bourg, et le projet de l'association Kann'Bio ; différentes pistes de réflexion s'imposent :

- Informer et accompagner les porteurs de projet
- Faciliter l'approvisionnement en produits locaux
- Eduquer les consommateurs
- Développer les canaux de distribution

<p>Comment valoriser localement la production agricole?</p> <p>Quelle contribution des produits locaux à l'alimentation ?</p> <p>Vincent BONNAL Cirad, UMR TETIS, Brasilia</p> <p>Jean-Pierre CHERY AgroParisTech, UMR TETIS, Montpellier</p> <p>Philippe CATTAN Cirad, UMR TETIS, Montpellier</p> <p>Agathe CHEVAL Cirad, UMR TETIS, Capesterre-Belle-Eau</p> 	<p>7^{ème} Ecole-acteurs du projet RIVAGE</p> <p>15 novembre 2019 Capesterre-Belle-Eau</p> 	<p>Le programme de l'école-acteurs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelques questions pour se (re-)connaître • Les école-acteurs ? C'est quoi ? • L'école-acteurs de ce jour • Après l'école-acteurs <ul style="list-style-type: none"> – Compte-rendu partagé – Propositions pour la prochaine école-acteurs
<p>Quelques questions pour se connaître</p> <ul style="list-style-type: none"> • Qui est ... ? <ul style="list-style-type: none"> – Agriculteur ? – Technicien agricole ? – Représentant d'une filière agricole ? – Transformateur de produits agricoles ? – Représentant d'une association ? – Représentant d'une collectivité territoriale ? – Représentant d'une administration de l'Etat ? – Du monde éducatif et de l'enseignement ? – Du monde de la recherche ? – consommateur ? 		<p>Les écoles-acteurs ? C'est quoi ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un lieu d'échanges et de débats sur l'agriculture guadeloupéenne <ul style="list-style-type: none"> – D'abord autour des questions de pollutions diffuses (phase 1 du projet Rivage) – Maintenant sur les systèmes de production (phase 2 du projet Rivage) • Une volonté de réflexion interdisciplinaire • Un lieu ouvert : tous ceux qui se sentent concernés peuvent participer, selon les « règles du jeu » <ul style="list-style-type: none"> – Tous peuvent s'exprimer – Ne pas mobiliser la parole – Ecouter avec bienveillance – Respecter tous les points de vue • Une même organisation pour chaque école-acteurs <ul style="list-style-type: none"> – Des exposés introductifs – Echanges et débats – Un repas pour permettre des débats complémentaires !
<p>Un contexte de recherche : le projet RIVAGE</p> <ul style="list-style-type: none"> • RIVAGE : <i>Remédiation et Innovation Agroécologique pour Gérer et préserver la qualité environnementale du territoire</i> • Projet FEDER Union Européenne/Région Guadeloupe <ul style="list-style-type: none"> – 2015-2017 : BRGM, Cirad, INRA, Univ. des Antilles – 2018-2020 : suite • Objectifs du projet : <ul style="list-style-type: none"> – Créer un dispositif participatif associant les acteurs de la société civile pour débattre de la question environnementale et identifier les actions prioritaires à entreprendre – Produire des connaissances sur les processus de contamination de l'environnement et le lien avec les pratiques agricoles – Proposer des modes de gestion ciblés et adaptés comme les innovations culturelles et accompagner leur adoption   		<p>Un enjeu sanitaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pollution agricole diffuse dans les bassins-versants de Guadeloupe • L' enjeu : <ul style="list-style-type: none"> – Réduction de l'impact négatif de l'agriculture sur l'environnement et la santé humaine

Les précédentes sessions de l'école-acteurs

1. **Présentation du projet RIVAGE** (Novembre 2016 ; 13 personnes)
2. **Innovations et dispositifs d'innovation** (Mars 2017 ; 28 personnes)
3. **Sensibiliser sans culpabiliser** (Juin 2017 ; 21 personnes)
4. **Comment se passer du glyphosate ?** (Novembre 2017 ; 37 personnes)
5. **L'agriculture guadeloupéenne et les attentes de la population** (Février 2019 ; 34 personnes)
6. **Quelles perspectives pour l'agriculture guadeloupéenne ?** (Septembre 2019 ; 43 personnes)



L'école-acteurs de ce jour

Comment valoriser *localement* la production agricole ?

Quelle contribution des produits *locaux* à l'alimentation ?

Pourquoi ce thème ?

- **Problèmes soulevés lors des dernières écoles-acteurs**
 - Une agriculture qui ne répond que partiellement aux besoins des populations
 - Des initiatives diverses, éparées
 - Concurrence régionale et des produits importés
 - Produits peu transformés
 - Difficultés d'accompagnement des filières autres que Canne et Banane ?
- **Une hypothèse :**
 - les initiatives locales relèvent d'un système de niches qui protège de la concurrence des produits importés
- **La question :**
 - Comment passe t-on d'initiatives « de niche » à un régime plus général ?

Comment traiter ce thème ? La méthode

- **Cadrage :** Présentation du projet DiagAlim en Guadeloupe
- **4 ou 5 exposés sur des initiatives locales** (~ 15mn max chacun)
 - Enjeux et demande à laquelle l'initiative locale doit/veut répondre
 - Les difficultés/freins rencontrés et les leviers
 - L'accompagnement (s'il existe !)
 - La relation avec les autres acteurs
- **Recueil des difficultés et leviers** (~ 10 mn max par exposé)
 - Réactions « à chaud » après chaque exposé (recueil par des mots-clés)
 - Comment les participants voient les **difficultés** qui ont été présentées et les **leviers** possibles ?
- *[Pause café après 2 ou 3 exposés]*
- **Synthèse** (~ 30 mn max)
- **Quel accompagnement et coordination territoriale de ces types d'initiatives ?** (~ 1 h)
- **Repas** (à 13 h)

Cadrage : présentation du projet DIAG'Alim

1. Les exposés

- **Iguafilhor**
 - Présentation de l'Interprofession Fruits et Légumes (Manuel Gérard)
- **Kann'Bio**
 - Association de producteurs pour la valorisation économique de la canne biologique, via l'agro transformation
- **Filawo**
 - Produits transformés à base de produits locaux (farines, huiles, ...), au Lamentin (Eddy Risedemonde)
- **Collège Félix Eboué, Petit-Bourg**
 - Projets éducatifs sur le développement durable (Thomas Dubois)

2. Freins et leviers principaux

- Système figé, dans le cas des aides
- Difficulté à être payé : cas des SICA qui payent en retard ; des cantines
- Dispersion des acteurs => peut-on les organiser ?
- Adéquation à la demande : exemple de la canne bio non valorisée ; du fruit à pain où la production ne peut pas suivre
- Innovations techniques : séchage ; nouvelles manières de produire
- Construire un partenariat : contrat dans le cas de KannBio ; personnel pour faire fonctionner l'engreprise dans le cadre de Filawo

3. Synthèse

Hiéarchisation des mots-clés

selon :

- les freins,
- les leviers associés aux freins (leviers pour réduire, contourner, supprimer les freins),
- et les cas éventuels difficiles à qualifier (freins pour les uns, leviers pour les autres)

4. Perspectives

Quel accompagnement et coordination territoriale de ces types d'initiatives ?



A bientôt !



DISCUSSIONS

Il existe un problème de coordination en Guadeloupe, différentes personnes peuvent avoir des projets similaires sans forcément avoir connaissance des initiatives voisines. La coordination de ces actions, avec une vision commune et une organisation cadrée, serait à développer sur le territoire.

L'hypothèse sur les marchés de niches est évidemment discutable. Elle dérange certains qui considère que ces effets de niches ne sont pas une stratégie de protection contre la concurrence mais que c'est au contraire la structuration du marché qui oblige, et contraint, à utiliser cette démarche, à développer son activité en fonction des moyens existants. Ce sont les coûts de production qui conditionnent les choix des agriculteurs, la rentabilité n'est pas atteinte, à moins de porter le projet collectivement.

Pour parler de stratégie, de marché de niche, il faudrait étudier les souhaits des consommateurs avant tout. Or il n'y a pas d'étude réalisée. On connaît simplement les tendances : les consommateurs se soucient de l'origine des produits. Il peut ensuite y avoir des produits labélisés répondant à ce marché sans viser des niches.

PRESENTATION

**Présentation du projet
DIAG'Alim**
14 novembre 2019

Raison d'être du projet

- 1) Le système alimentaire devient un enjeu des politiques publiques aussi bien locales que nationales
- 2) => enjeu de cohérence des actions et des financements
- 3)
- 4) Le système alimentaire nécessite une gouvernance multi-sectorielle et multi-acteurs
- 5)
- 6) L'alimentation et l'agriculture sont des sujets fondamentaux en Guadeloupe
- 7)
- 8) Il y a une multitude d'initiatives locales, mais il est nécessaire d'avoir une coordination territoriale pour un meilleur impact

ENJEUX et PROBLEMATIQUE

- Garantir une alimentation saine et durable à tous en Guadeloupe
- Garantir une gouvernance territoriale de l'alimentation co-portée par les acteurs
- Garantir la cohérence des actions et des politiques publiques locales

Comment permettre la mise en action coordonnées des acteurs du territoire pour répondre à ces enjeux ?

Structure du projet et objectif

L'objectif du projet est de stimuler une réflexion collective autour des enjeux du système alimentaire guadeloupéen et de **permettre la mise en action coordonnée** des acteurs du territoire.

Pour atteindre cet objectif, le projet repose sur l'élaboration d'un **diagnostic partagé** du système alimentaire territorial, l'organisation d'**ateliers territoriaux** multi-acteurs et multi-sectoriels et le lancement d'une démarche d'**écologie industrielle rurale**.

PILIER 1 : Diagnostic stratégique du système alimentaire de l'archipel guadeloupéen Objectifs : • créer un outil d'aide à la décision permettant aux décideurs guadeloupéens de définir les enjeux prioritaires du territoire et d'identifier les actions à mettre en place • récolter l'information directement auprès des acteurs locaux • animer la dynamique autour de l'alimentation en Guadeloupe	5 workpackages : 1) Déterminants politiques 2) Consommation alimentaire 3) Structuration des filières 4) Etude à l'échelle micro 5) Résilience + relevé d'initiatives
PILIER 2 : Ateliers de prospective et d'action Objectifs : • rédiger des axes stratégiques co-portés par une majorité d'acteurs du territoire • initier l'élaboration de projets opérationnels multi-sectoriels répondant aux enjeux du territoire • rédaction d'un appel à projets commun « Alimentation durable »	3 ateliers territoriaux 2 ateliers action Lieux à définir
PILIER 3 : Démarche d'écologie industrielle rurale Objectifs : • stimuler les échanges de ressources (énergie, matières, co-produits...) entre entreprises agricoles et agroalimentaires	Démarche enclenchée en 2017 avec la CANGT

PILIER 1 : Diagnostic stratégique du système alimentaire de l'archipel guadeloupéen	Etat d'avancement : - Plus d'une centaine d'entretiens réalisés avec différents acteurs - 53 initiatives locales répertoriées - entretiens avec les agriculteurs à consolider - secteur de la pêche peu étudié - accompagnement de collectivités locales dans leurs projets alimentaires territoriaux - participation au GT FEADER - diagnostic commun avec le GT 5 « Accès à l'alimentation » de la Stratégie pauvreté - synthèse du diagnostic prévue pour février 2020
PILIER 2 : Ateliers de prospective et d'action	Etat d'avancement : - dates des ateliers décalée à avril-mai 2020 - sélection du prestataire pour l'organisation des ateliers - organisation en février 2020 d'une première restitution du diagnostic ?
PILIER 3 : Démarche d'écologie industrielle rurale	Etat d'avancement : - organisation de Didiko zéro déchet CANGT - première phase de sensibilisation réalisée

Autres informations

- Levée de financements à hauteur de 110 000€ (hors apports en industrie)
- Lauréat de l'appel à projets 2018-2019 du Commissariat général au développement durable
- Accord de consortium qui regroupe les partenaires financeurs

Si vous souhaitez parler de vos projets, nous cherchons des initiatives à valoriser !

MERCI !

Marie-Flore Doyen
Coordonnatrice régionale du projet DIAG'Alim
mf.doyen@gmail.com
06.74.81.53.79

DISCUSSIONS

La méthodologie d'accompagnement sera définie en fonction du diagnostic produit dans le cadre de Diag'Alim. Ce dernier est issu d'une agrégation de données et d'études, sans hypothèse de départ, il est plutôt prospectif. Ce diagnostic est un outil d'animation dans le cadre duquel diverses structures ont présenté leurs connaissances, leurs partenaires, etc...









L'aspect sociologie de l'alimentation sera traité avec des professionnels


Il existe un Comité Régional de l'Alimentation (CR Alim) avec Etat et Conseil Général, le dernier date de l'année dernière mais il n'y avait rien les 5 ans précédentes. Il faut le relancer. Le diagnostic vise à lui fournir des clés d'aide à la décision, adaptées au territoire. C'est un comité multi-acteurs, vers une gouvernance partagée.

Parmi les agriculteurs présents, certains ont été interrogés dans le cadre de ce diagnostic. Ils insistent sur le besoin d'accompagnement.

Cet accompagnement nécessite d'être financé et cadré.

PRESENTATION

 <h2 style="text-align: center;">Projet RIVAGE Ecole acteurs</h2> <p style="text-align: center;">Vendredi 15 novembre 2019</p>	<ul style="list-style-type: none"> - association interprofessionnelle guadeloupéenne des fruits et légumes et de l'horticulture - créée en 2009 - non reconnue à ce jour - regroupe l'ensemble des acteurs de la filière dite de diversification végétale (hors banane et canne) : <ul style="list-style-type: none"> ➢ producteurs ➢ agro-transformateurs ➢ approvisionneurs ➢ Importateurs - distributeurs 	 <h3 style="text-align: center;">Historique et organisation de l'IGUAFLHOR</h3>	
<ul style="list-style-type: none"> - 4 organisations professionnelles de producteurs (SICA) : <ul style="list-style-type: none"> ➢ 4 en Guadeloupe : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Caraïbes Melonniers (Le Moule) ✓ SICAFEL (Saint-François) ✓ SICA Les Alizés (Basse-Terre) ✓ SICAPAG (Petit-Bourg) - Les groupements de producteurs (qui n'assurent pas la commercialisation de la production) : <ul style="list-style-type: none"> ✓ ASSOFWI à Vieux-Habitants - Les éventuels autres.... : <ul style="list-style-type: none"> ✓ associations ✓ coopératives ✓ syndicats (ex : SYAPROVAG) ✓ autres (Tropical Fleurs Guadeloupe, pépiniéristes, etc.) 	 <h3 style="text-align: center;">Composition détaillée de l'IGUAFLHOR</h3> <p style="text-align: center;">La production</p>	<ul style="list-style-type: none"> - des entreprises privées : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Caraïbes Croc Saveurs ✓ Emeraude production – Passion créole ✓ Jus de fruits Caraïbes ✓ SOCREMA ✓ Santialys 	 <h3 style="text-align: center;">Composition détaillée de l'IGUAFLHOR</h3> <p style="text-align: center;">L'agro-transformation</p>
<ul style="list-style-type: none"> - des entreprises privées spécialisées dans la fourniture d'intrants : <ul style="list-style-type: none"> ✓ SCIC ✓ SOGUATRACOM ✓ Agri Plus ✓ Agri Protec ✓ Agro System ✓ Autour ✓ SOPROCHIM ✓ SITA VERDE ✓ Etc. 	 <h3 style="text-align: center;">Composition détaillée de l'IGUAFLHOR</h3> <p style="text-align: center;">L'approvisionnement</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les distributeurs : <ul style="list-style-type: none"> ✓ GMS (Carrefour Destreland, Carrefour Grand Camp, Carrefour Saint-François et Milénis) ✓ primeurs ✓ marchés - Les importateurs : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Ex : Midi Caraïbes 	 <h3 style="text-align: center;">Composition détaillée de l'IGUAFLHOR</h3> <p style="text-align: center;">Les importateurs - distributeurs</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Objectif : favoriser la croissance et la rentabilité des acteurs de la filière : <ul style="list-style-type: none"> ➢ mieux coordonner les efforts de développement, conquérir des parts de marché et diversifier la production ➢ connaître les marchés ➢ promouvoir la production locale 	 <h3 style="text-align: center;">Objectifs de l'IGUAFLHOR</h3>	<ul style="list-style-type: none"> - Missions : <ul style="list-style-type: none"> ➢ accompagner l'organisation des filières ➢ favoriser la diversification de la production en assurant la sécurité sanitaire, la traçabilité et la protection de l'environnement ➢ améliorer la compétitivité des filières à travers des études économiques, la recherche, la communication et la promotion - Rôle : <ul style="list-style-type: none"> ➢ favoriser les échanges entre acteurs de la filière F&L 	 <h3 style="text-align: center;">Missions et rôle de l'IGUAFLHOR</h3>

<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'approvisionnement du marché local à partir des produits issus des producteurs adhérents à l'IGUAFLHOR - Mettre en avant la production locale dans : <ul style="list-style-type: none"> ➢ les produits agro-transformés ➢ les GMS - Stratégie : <ul style="list-style-type: none"> ➢ mettre en place des actions communes de promotion et de valorisation de la production locale ➢ exemple : promotion des fruits et légumes locaux en GMS 	 <p>Les priorités de l'IGUAFLHOR</p>	<p>POSEI : Programme d'Options Spécifiques à l'Eloignement et à l'Insularité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Objectif : <ul style="list-style-type: none"> ➢ améliorer la compétitivité économique et technique des filières agricoles en tenant compte de leurs handicaps géographiques et économiques, notamment de l'éloignement, de l'insularité, de la faible superficie, du relief et du climat difficile, de la dépendance économique vis-à-vis de certains produits d'importation et de la concurrence internationale - Géré par l'ODEADOM (Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer) 	 <p>Les moyens de l'IGUAFLHOR</p> <p>Le POSEI</p>
<p>POSEI dédié à la structuration des filières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Animation : <ul style="list-style-type: none"> ➢ Mener des actions pour les différentes familles ➢ Organiser des événements, rencontres, etc. - Observer les marchés via le financement d'un observatoire 	 <p>Le POSEI dédié à l'IGUAFLHOR</p> <p>Structuration des filières Animation - promotion</p>	<p>POSEI dédié aux acteurs de la filière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - établi à partir de listes de produits et de catégories : A, B et C (modifiable chaque année si arguments sérieux) - Aides à la commercialisation locale des productions locales - Aides au transport - Aide complémentaire de soutien à la consommation dans le cadre de la restauration hors foyer (RHF) - Aide à la transformation - Aide au conditionnement - Aide à la mise en place de politique de qualité - Aides spécifiques pour les filières PPAM 	 <p>Le POSEI dédié aux autres acteurs</p> <p>POSEI</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Une étude recensements des primeurs et autres points de vente hors GMS - Une étude destinée à valoriser la production locale chez nos agro-transformateurs adhérents - une étude, dans le cadre de la problématique chlordécone, commanditée par la Préfecture, afin de mettre en avant les fruits et légumes locaux auprès de la population 	 <p>Les actions en faveur de l'alimentation</p>	<p>Merci pour votre attention</p> <p>iguafhor971@gmail.com</p> <p>Manuel GERARD manuelgerard2@gmail.com 0690 34 30 82</p>	 <p>Mangez local !!!</p>

En métropole les interprofessions existent depuis 50 à 60 ans. En Guadeloupe, les coopératives se sont créées il y a 10 à 15 ans, puis l'interprofession en 2009 avec l'objectif de travailler ensemble, même s'il y a de la concurrence entre les adhérents. La structure a eu du mal à démarrer (des problèmes de personnes, de concurrence, de communication) mais depuis 2 ou 3 ans, elle a été réorganisée pour réunir tous les acteurs de la filière.

Les autres interprofessions en Guadeloupe sont l'IGUAVIE (Interprofession guadeloupéenne de la viande et de l'élevage), l'IGUACANNE (Interprofession guadeloupéenne pour la canne à sucre) et le LPG (Les producteurs de Guadeloupe – SICA jouant le rôle d'interprofession pour cette filière).

Pour l'Iguafhor, il est difficile de connaître les volumes produits par les agriculteurs car beaucoup de produits passent par des circuits informels et/ou de ventes directes. Les 4 SICA regroupent 150 producteurs, il y a donc une part importante qui ne passe pas par ces coopératives et qui empêche la filière de connaître le poids de ces productions. Quand on rentre dans les SICA, on est soumis à des contrôles, à des obligations, ce qui est identifié comme un frein.

L'interprofession IGUAFLHOR travaille sur sa reconnaissance et évolue pour avoir de plus en plus de pouvoir, de poids pour demander des choses et défendre les intérêts des professionnels.

DISCUSSIONS

Les aides avec un POSEI fixent et encouragent à produire moins pour avoir plus d'argent à la tonne. Ce système d'aide a été mis en place pour faire diminuer la logique d'une productivité en favorisant une logique environnementale, et ça s'est accompagné d'une diminution du tonnage. Par exemple, le développement d'une filière plantain pour l'export n'a pas pu voir le jour car cela aurait utilisé l'ensemble de l'enveloppe d'aide à la « diversification ». Il peut également être difficile de rentrer dans certaines SICA car des planteurs supplémentaires augmenteraient la production et donc cela diviserait l'aide en plus petites parts. Est-ce qu'il ne faudrait pas revoir ce système ?

Le POSEI compense un surcoût de production par rapport aux produits d'exportations. Il faut un travail collectif pour faire évoluer les aides. En diversification, l'enveloppe est certes constante mais le montant n'est pas connu. Il y a un besoin d'évaluation des coûts de production, qui reste aujourd'hui difficile à justifier pour les aides.

Si les producteurs n'adhèrent pas assez aux SICA, ce n'est pas simplement une histoire de contrôles et de contraintes réglementaires mais c'est avant tout parce que les délais de paiement des coopératives sont énormes. C'est un véritable frein car un exploitant agricole a besoin de trésorerie et ne peut pas toujours se permettre de prendre ce risque et de s'endetter.

Un autre effet de ce système est visible sur le prix des produits : la fluctuation. Aujourd'hui on a un prix plus lisse sur les fruits et légumes grâce au travail de l'IGUAFHLOR. Lorsque les producteurs sont aidés, pour compenser leurs coûts de production, ils peuvent vendre le produit à un prix plus raisonnable. Dans le cas contraire, on assiste à une hausse des prix, comme on peut le constater sur les marchés, en vente directe par exemple.

Il est évident que la population locale cherche de la production locale, la demande est bien là. Le problème viendrait plutôt de l'offre, et du besoin de traçabilité. Cette traçabilité est possible avec les SICA notamment. Un mode de production bien défini est un gage de qualité.

PRESENTATION

KANN'BIO

- Association de producteurs pour la valorisation économique de la canne biologique.
- Créée le 18 juillet 2017 par 4 agriculteurs et le Directeur de l'exploitation du lycée agricole Alexandre BUFFON.
- Agréée groupement d'intérêt économique et environnemental (GIEE) par arrêté préfectoral DAAF-STRAF du 14/03/2018.
- Le projet sélectionné par MOM et présenté le 29 mars 2019 à la seconde édition du « Forum des Projets de l'Outre-Mer ».

GENESE DU PROJET

LES FONDATEURS

un agrobiologiste depuis 2009, 3 autres agriculteurs engagés dans des actions FERME DEPHY et DEPHY EXPE pour le lycée agricole depuis plusieurs années

PRODUISANT :

- CANNE A SUCRE BIOLOGIQUE ;
- CANNE A SUCRE SANS PESTICIDES.

QUESTIONNEMENT :

- VALORISATION DE LEUR PRODUCTION CANNIERE ;
- DEGAGER UN REVENU.

PROBLEMATIQUES ET/OU QUESTIONNEMENT SUR L'AGRICULTURE

- ENVIRONNEMENTALES (pollution des eaux aux pesticides...)
- TECHNIQUES CULTURALES (itk...)
- ECONOMIQUES (coût...)
- ECOLOGIQUES (dérèglement climatiques...)
- SOCIETALES (maladies, santé...)

QUELLE STRATEGIE DE VALORISATION ?

LES PRODUCTEURS POSENT CETTE EQUATION :

AMELIORATION DU REVENU
 =
 VALORISATION DE LA PRODUCTION CANNIERE DE QUALITE
 =
 PRODUCTION A FORTE VALEUR AJOUTEE
 =
 RHUM BIOLOGIQUE /et ou SUCRE BIOLOGIQUE...

RESOLUTION = KANN'BIO, ASSOCIATION DE PRODUCTEURS POUR LA VALORISATION ECONOMIQUE DE LA CANNE BIOLOGIQUE

Les objectifs de KANN'BIO :

- Développer et valoriser la production de canne-à-sucre conduite en agriculture biologique
- Mutualiser et partager les expériences de conduites agro-écologiques des exploitations et de valorisation des productions.

3 PISTES A EXPLORER

- 1^{ère} piste : VENDRE LA CANNE A UN PRIX RENUMERATEUR ;
- 2^{ème} piste : FAIRE PRODUIRE LE RHUM BIOLOGIQUE PAR UN DISTILLATEUR DE LA PLACE ;
- 3^{ème} piste : CRÉER UNE PETITE UNITE DE PRODUCTION RHUMIERE BIOLOGIQUE ARTISALE ET EXPERIMENTALE.

LE PROJET DE KANN'BIO

3^{ème} piste : CRÉER UNE PETITE UNITÉ DE PRODUCTION RHUMIÈRE BIOLOGIQUE ARTISANALE ET EXPERIMENTALE.

PROJET DE TERRITOIRE ET DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE

SOLLICITANT :

- APPUIS DE CONSEILLERS (CAD, CTCS, GDA Eco-Bio, INRA, CIRAD...)
- PARTENAIRES (GDA Eco-Bio, CAD, ETAT, DAAF, DEAL, COLLECTIVITEES, ONF, EUROPE...)

LE PROJET DE KANN'BIO

DEMARCHE EXPERIMENTALE

- REFERENCER LA PRODUCTION
- TESTER PROCESS DE FABRICATION
- ETUDIER LE MARCHÉ
- EFFET START-UP SUR LA FILIERE

DEMARCHE ECONOMIQUE

- RENTABILITE
- RENUMERATION DES PRODUCTEURS
- CREATION D'EMPLOI

LE PROJET DE KANN'BIO

LES 3 ORIENTATIONS :

1. COMMERCIALISATION DE LA CANNE À SUCRE DIRECTEMENT AUPRÈS D'UNE OU PLUSIEURS DISTILLERIE(S) À UN PRIX RÉMUNÉRATEUR POUR LE PRODUCTEUR.
2. DÉVELOPPER DES PRODUITS AGRO-TRANSFORMÉS LABÉLISÉS PAR LE BIAIS DE CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICES EN S'APPUYANT SUR LES OUTILS EXISTANTS
3. CRÉATION D'UNE PETITE UNITÉ ARTISANALE ET EXPERIMENTALE D'AGRO-TRANSFORMATION DE LA CANNE À SUCRE CERTIFIÉE EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE.

LES MOYENS ET QUESTIONNEMENTS

- QUELS PARTENAIRES ?
- QUELS FINANCEMENTS ?
- QUEL CALENDRIER ?
-

L'association porteuse du projet promeut la canne à sucre biologique et donc sans pesticides. C'est un groupe de producteurs, animé par Marion Cassu.

Partant du contexte environnemental (pollution), technique (ITK), économique (coûts), écologique (climat), sociétal (maladies), ... Comment gagner sa vie tout en préservant l'environnement ?

Il faut passer par une valorisation des produits, par une forte valeur ajoutée, avec des produits tels que le sucre et le rhum bio. Le rôle de cette association est aussi de mutualiser et partager les savoirs.

Pour cela, Kann'bio a trois pistes :

- Vendre la canne à un prix rémunérateur
- Faire produire le rhum bio par un distillateur
- Créer une petite unité de production

Soigner son environnement demande beaucoup d'effort, beaucoup de temps et de travail donc sans valorisation ça ne fonctionne pas.

L'association regrette un manque de temps pour assurer une bonne communication autour du projet, qui explique en partie le manque de soutien dont ils disposent. Ils sont tout de même appuyés par Michel Desplan, par le CTCS, par Marion Cassu. Le GDA Eco'Bio fait partie de leurs partenaires. Leur démarche est expérimentale, et économique.

Ils aimeraient bénéficier de l'expertise des organismes qui maîtrisent ces questions de valorisation pour identifier un prix rémunérateur. Qui pourrait évaluer les modes de production et leurs coûts ?

DISCUSSIONS

En canne biologique en Guadeloupe, au projet Kann'bio s'ajoute le projet d'orientation biologique porté par Gardel pour du sucre biologique.

Quand le projet Kann'bio a été présenté en 2017 et a cherché l'appui de Gardel, ce n'était pas le moment, c'était trop tôt. Aujourd'hui, la profession semble prête à prendre le chemin du bio. Ce sont deux projets différents (sucre/rhum) et qui n'arrivent pas à s'asseoir et à échanger.

Le projet Kann'bio maîtrise la technique, le terrain en tant que groupe de producteurs, mais les financements et le temps manquent.

Cette différence entre deux projets fait appel à une question d'échelle. Or, il va de soi que tous les acteurs ont le droit d'être là, quel que soit leurs tailles, tous deux ont leur place dans le paysage.

Quels sont les verrous techniques en canne bio ? Est-ce réaliste de l'envisager en systèmes monocultureux ?

Ce n'est pas envisagé en monoculture, la canne entre dans un système avec une production animale, et d'autres productions végétales. L'agriculture biologique pousse à revoir notre façon de penser, et de miser sur l'approche système, la canne y rentre mais elle n'est pas seule. Les difficultés sont dans la fertilisation, la gestion de l'enherbement : ce n'est pas impossible mais c'est difficile. Et il faut que ça soit rentable.

Il faut travailler vers une production en cycle, en bio économie, de tirer un maximum de chaque produit et sous-produits. Ainsi, est-ce que la bagasse ne pourrait pas être mieux valorisée qu'aujourd'hui ? La bagasse ne pourrait-elle pas être utilisée à autre chose que l'énergie et l'amendement. Cela doit encore être étudié.

Actuellement, la canne bio produite n'est pas valorisée.

C'est également un souci pour d'autres initiatives comme Jaden Bio, ou pour le Lycée agricole. La canne est vendue à un prix dérisoire à Gardel, la production de canne bio, par ses coûts de production, sont un poids pour l'entreprise, une perte d'argent. Pour Jaden bio, un petit système de valorisation a été mis en place, c'est un projet FEADER. Cela permet la production de sucre liquide complet.

Jaden Bio est une petite entreprise familiale créée par Raymond Coudoux il y a 10 ans. Il y a 3,5 ha certifié bio depuis 2009, où sont produits de la canne et des produits maraichers (pastèque, manioc, etc.). Le concept : faire avec ce qu'on a autour de nous, des techniques innovantes avec plantes de services. Rien n'est inventé, ce sont des observations, des expérimentations avec toujours cette difficulté de trésorerie. Jaden Bio favorise la vente directe et les partenariats avec des GMS mais seulement lorsqu'il peut poser ses conditions. Mais il manque un accompagnement pour trouver des solutions aux problèmes quotidiens.

PRESENTATION

Grâce aux connaissances de sa grand-mère sur les plantes et les remèdes traditionnel, M Risedemonde a créé la SAS FILAWO Fruit et l'association FILAWO.

La SAS est une entreprise locale qui existe depuis 20 ans et qui produit des farines locales (fruit à pain, manioc, pois de bois, pois d'angole, patate douce) mais aussi des fruits séchés, des huiles alimentaires, des huiles de massage, ou autres poudres, etc.

Ce sont des produits qui visent bien un marché de niche. La problématique première c'est l'approvisionnement : s'il est relativement facile de se fournir deux tonnes de bananes, le même approvisionnement en fruits à pain ou de patates douces est un tout autre défi. Au final, on propose sur le marché une farine à plus de 4€ parfois, face à de la farine de blé à 0,70 €.

L'association filawo a pour but la valorisation des sous-produits : la fibre coco en charbon, le charbon de coco en agriculture (étude sur la chlordécone), etc.

La capacité de production est limitée par la trésorerie. Sans ce facteur limitant, l'unité de production peut produire plusieurs tonnes. L'an dernier, 200kg de farine de fruit à pain ont été produits, cette année ce sont près de 2,5 tonnes (sachant qu'il faut 50kg de fruit à pain pour faire 12 kg de farine).

Les primeurs achètent ses produits, les boulangeries sont intéressées, tout comme les pizzerias. La demande ne manque pas. Mais il y a un travail à faire avec les producteurs locaux pour l'approvisionnement.

L'entreprise développe actuellement une gamme de pain sans gluten, ainsi qu'une activité de restauration.

M. Risedemonde fait également des formations au centre de formation La Clef et au CFPPA, avec la volonté de poursuivre la transmission de connaissances autour des ressources locales. Il intervient auprès d'enfants de tout âge, dans les écoles.

DISCUSSIONS

Aujourd'hui les approvisionnements se font, soit par livraison dans son unité, soit il doit aller récolter chez les fournisseurs. Les fournisseurs sont payés en numéraire, ou en nature (fruits à pain contre huile de coco par exemple). Il s'est équipé en matériel pour collecter les fruits à pain sur l'arbre. Le Fruit à pain se trouve partout sur l'île. L'arbre à pain faisant parfois plus de 10m, ce n'est pas toujours une tâche simple, d'autant que la période de juin à septembre est très productive. Le reste de l'année, il y en a toujours un peu mais en moins grande quantité.

Filawo travaille avec la SICAPAG. Mais il doit être polyvalent : récolte, transformation, vente, administratif, etc. Il préférerait faire seulement la transformation mais il est seul et n'a pas assez de trésorerie pour embaucher.

Il souhaite soigner les gens, faire de la recherche et du développement avec des produits innovants : levure de fruit à pain, beurre de coco, sirop de moringa, ...

Depuis 1999, les activités sont plutôt orientées recherche et développement, l'entreprise est réellement en production depuis 2016.

Il y a 7 ans, il a voulu obtenir la certification Bio mais avec les coûts imposés, c'est impossible ... A 7€ les 200g de farine ce n'est pas vendable. Alors il travaille avec des agriculteurs qui ont une conscience écologique.

Il aimerait développer le travail sur un séchoir solaire mais il manque de financement.

Il n'y a pas assez de production pour travailler avec des hôtels ou autres complexes touristiques mais le marché est identifié, il faut aussi un packaging adapté mais le frein est surtout l'approvisionnement. En période de fruit à pain, les fruits pourrissent au sol mais lorsqu'on veut en acheter, on peine à en avoir ...

Il y a pourtant une forte demande sur le fruit à pain, un gros marché à développer.

Les produits locaux et ceux sans gluten, sont deux marchés avec un fort potentiel. Il y a de plus en plus d'allergies, d'intolérances et les consommateurs sont de plus en plus en attente de ses produits.

Sur un produit de base sur lequel les prix ne sont pas régulés, l'agro-transformation engendre des coûts supplémentaires.

PRESENTATION



GENESE DU PROJET

- ❑ **Dissonances**
 - ❖ EDD enseignée, mais les élèves ne baignent pas dans un environnement (leur école) en cohérence avec les valeurs et conseils partagés
 - ❖ L'éducation est l'affaire de Tous, Tous Ensemble
- ❑ **Besoins**
 - ❖ Vision partagée (communauté éducative, parents, collectivités territoriales, etc.)
 - ❖ Actions concrètes
 - ❖ Communication positive
 - ❖ Essaimage

PROJETS EDD F.EBOUE

QUELQUES DEFINITIONS (SOURCE : LAROUSSE)

- ❑ **Territoire**
 - ❖ Portion de l'espace terrestre dépendant d'un État, d'une ville, d'une juridiction ; espace considéré comme un ensemble formant une **unité cohérente**, physique, administrative et humaine.
- ❑ **Ecole**
 - ❖ [**Espace**] Établissement où l'on donne un enseignement collectif général
 - ❖ [**Communauté**] Élèves et enseignants d'un établissement scolaire
 - ❖ [**Rôle**] Activité, condition de vie d'où l'on tire des enseignements

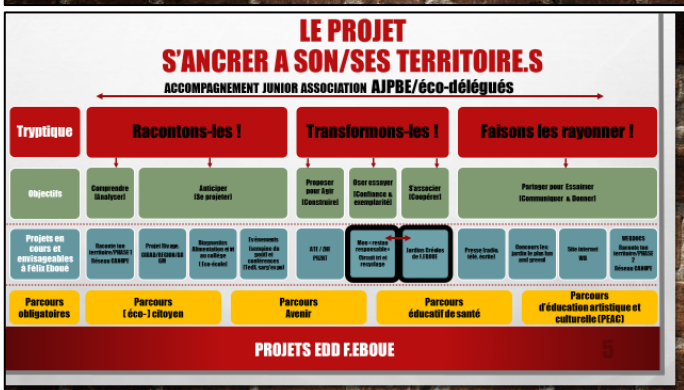
PROJETS EDD F.EBOUE

ENJEUX DU PROJET

Faire du collège un **Territoire**

- ❑ **Exemplaire**
- ❑ **Accueillant**
- ❑ **Apprenant**
- ❑ **Inspirant**

PROJETS EDD F.EBOUE



LES DIFFICULTES RENCONTREES

- ❑ Par où commencer pour se mettre en mouvement ?
- ❑ Limite du bénévolat (non fiable, non durable)
- ❑ Mobilisation de fonds pour les RH (internes et externes)

L'accompagnement au changement, dans un monde complexe, nécessite du temps humain !

PROJETS EDD F.EBOUE

PARTENAIRES ENVISAGES

- ❑ **Internes**
 - ❖ Elèves (éco-délégués + 3^{es} EDD)
 - ❖ Personnel enseignant et non-enseignant
 - ❖ Direction
 - ❖ Parents d'élèves
- ❑ **Institutionnels**
 - ❖ CIRAD
 - ❖ INRA
 - ❖ DAAF
 - ❖ Conseil Départemental
 - ❖ Conseil Régional
 - ❖ DEAL
 - ❖ CANBT
 - ❖ Commune de Petit-Bourg
 - ❖ Rectorat

PROJETS EDD F.EBOUE

Les jeunes sont les consommateurs d'aujourd'hui et de demain, et ils éduqueront ceux d'après-demain. L'éducation est primordiale.

Faites le test avec les enfants : rares sont ceux qui mangent du fruit à pain. La malbouffe est très présente.

Comment le reconnecter avec son territoire ?

L'école est aussi un territoire sur lequel on peut déjà agir à notre échelle, prendre conscience de son pouvoir d'action. L'école devient un exemple, mais l'exercice doit être agréable. Il n'y a pas de « tu dois » mais un aspect fun et qui a du sens. Il faut encourager une démarche volontaire et alors on apprend, on se pose des questions, on communique. Le micro-territoire se

transforme et c'est beau, c'est encourageant, c'est inspirant. On organise des rencontres entre élèves et agriculteurs, on fait de la communication positive.

Il y a une junior association, où ils décident eux-mêmes

« Raconte ton territoire » : il y a des indignés, il y a les rêveurs avec déjà des idées, il y a ceux qui ont peur.

Avec le projet Rivage, ce fut l'occasion de parler de pollutions visibles et invisibles, les élèves se posent des questions et rencontrent des personnes intéressantes.

Un des projets est le suivant : Jardins créolos et resto responsable.

Les élèves apprennent l'aquaponie, la culture d'arbres en pots, compostage.

Dans les collèges il y a très peu de consommation locale, il y a un décalage entre notre discours et ce que les enfants constatent.

La principale limite est le manque de moyens et d'investissements, car même la matière grise se finance.

DISCUSSIONS

L'aquaponie est une solution intéressante dans un univers pollué et possède un réel intérêt pédagogique car c'est un écosystème complet, vivant, symbiotique et l'évolution est rapide (on voit le changement à l'échelle d'une année scolaire). Cela fait appel à différentes disciplines.

Les producteurs sont capables de fournir les cantines en produits locaux mais là aussi les délais de paiement sont énormes : 3 ans.

Selon une étude sur les produits locaux dans les cantines, il y a entre 5 à 60% de produits locaux selon les collectivités. Mais cette étude ne concerne pas les collèges

Malgré les invitations, les propositions, la communication, la collectivité de Petit-Bourg est peu réactive.

Il y a une demande concernant la circulation de l'information, comment et qui accède à une information fiable, diffusée régulièrement, ceci pour qu'il n'y ait pas d'inégalité de l'information ?

On ne connaît pas les autres projets : Qui est sur le même créneau que mon innovation ? Quelle possibilité de partenariat ? d'achat collectif d'emballage ? Cela aurait un impact positif sur une trésorerie fragile, et sur la réduction des coûts.

Chaque degré d'innovation est associé à une prise de risque. Comment sécuriser ?

La prise de risque doit-elle, dans un territoire, être assurée par un collectif ? Le collectif pour l'environnement pourrait idéalement soutenir cette prise de risque ?

Les aides peuvent être inadaptées, voire contre-productives ce qui limite des diversifications. De même pour l'accompagnement technique : conseil, appui de la recherche. Sont-ils réactifs ?

Le diagnostic de Diag'Alim est primordial pour prioriser les aides et accompagnements. Pourquoi ne pas aider à l'approvisionnement ?

Les projets éducatifs ancrés au territoire sont un réel levier pour permettre la diffusion de logiques d'associations, coopératives, logiques de proximité et de circulation de flux

Liste des freins identifiés :

- Délais de paiement aux agriculteurs
- Préfinancement des projets agricoles
- Retard des versements des aides
- Stratégie d'innovation et marché visé
- Dispersion des acteurs qui handicape la communication (des milliers d'exploitations qu'on est incapable d'atteindre).
- Difficultés à adopter la traçabilité, un label
- Education des consommateurs, d'aujourd'hui et de demain. Eduquer les enfants pour qu'ils éduquent leurs parents (éducation inversée)
- Education à la saisonnalité, acceptation de rupture temporaire des produits
- Accompagnement qui s'adapte à la maturité de l'engagement du projet
- La distribution : les GMS sont-elles un bon moyen de distribution ? Faut développer autre chose ? Ces GMS cherchent à réduire les coûts et les agriculteurs deviennent des commerciaux pour vendre leurs produits.